

LE BLOGUE DE  
**PATRICK LAGACÉ**  
cyberpresse.ca GARDEZ LE FIL

Samedi, 12:23  
**L'amour et l'amitié au temps du national-soci...**



**cyberpresse.ca**

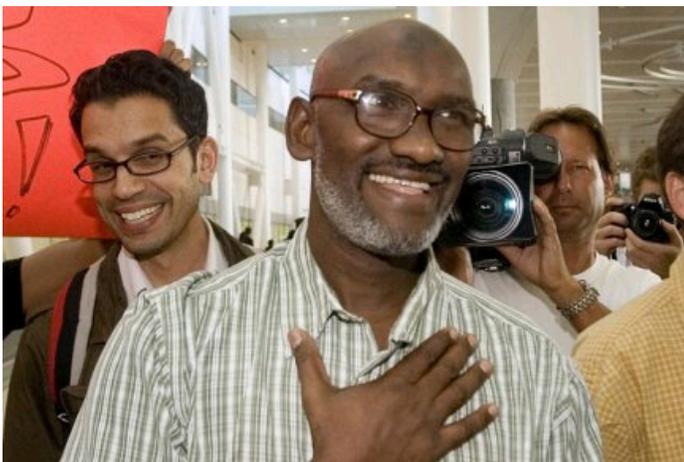
**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES D'ESSAI GRATUIT**



Publié le 23 juillet 2009 à 14h43 | Mis à jour le 23 juillet 2009 à 17h36

## Le SCRS aurait affirmé à Abdelrazik que le Soudan serait son Guantanamo



Abousfian Abdelrazik à son arrivée à Montréal.  
Photo: PC

**Fannie Olivier**  
La Presse Canadienne

Le Montréalais Abousfian Abdelrazik, récemment rentré au pays après six ans d'exil forcé au Soudan, se serait fait dire par un agent des services secrets canadiens que le Soudan serait pour lui «son Guantanamo».

Pour sa toute première sortie publique depuis son retour, ce Canadien d'origine soudanaise a raconté en détail son histoire, du moment de son arrestation au Soudan à son séjour de plus d'un an à l'ambassade canadienne à Khartoum où il s'était réfugié, en passant par sa détention dans les prisons soudanaises où il aurait été torturé sans jamais savoir de quel crime on le soupçonnait.

M. Abdelrazik s'est dit convaincu que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), qui l'a par la suite blanchi de toute allégation de lien avec des terroristes, était impliqué dans son séjour forcé.

Il a pu rentrer au pays le mois dernier grâce à un jugement indiquant que le gouvernement avait violé son droit constitutionnel de lui fournir les papiers nécessaires pour qu'il puisse revenir au Canada.

L'homme de 47 ans souhaite désormais que son nom soit retiré de liste d'interdiction de vols des Nations unies, ce qui l'empêche non seulement de voyager mais également de décrocher un emploi au pays.

«Ce n'est pas terminé. Je veux que mon nom soit retiré aussitôt que possible de cette liste et vivre ma vie comme une personne normale, un être humain normal, un Canadien normal», a-t-il confié en conférence de presse jeudi, à Ottawa.

Avant même qu'il ne parte au Soudan visiter sa mère malade, Abousfian Abdelrazik soutient que le SCRS avait commencé à harceler sa famille pour obtenir des informations à son sujet.

Un agent du SCRS l'aurait notamment prévenu, lors d'un interrogatoire dans son appartement de Montréal avant son départ pour le Soudan, qu'il allait «voir ce qui l'attend». Des mois plus tard, il a revu ce même agent au Soudan, qui lui a rappelé ses menaces.

M. Abdelrazik est arrêté par les autorités soudanaises quelques mois après son arrivée au Soudan, en 2003, et il est incarcéré sans en connaître la raison.

Il est plus tard interrogé par des agents du SCRS, à qui il demande de l'aide afin de rentrer au Canada, mais un agent lui dit «qu'il n'aidera pas un touriste», sous-entendant que M. Abdelrazik n'était pas vraiment Canadien.

«Il m'a dit : «le Soudan sera ton Guantanamo"», a affirmé M. Abdelrazik, en référence à la prison américaine à Cuba où sont toujours emprisonnés ceux que l'on soupçonne de terrorisme.

Ses séjours dans les prisons soudanaises ont été marqués par la torture, a-t-il soutenu, alors qu'il aurait été attaché, battu et placé en cellule d'isolation totale.

### Visite d'un député

Il a raconté avoir reçu en 2008 la visite du secrétaire parlementaire des Affaires étrangères, Deepak Obhrai, à qui il aurait montré ses blessures résultant de séances de tortures. Le député conservateur se serait montré indifférent et peu enclin à aider M. Abdelrazik sur le dossier de la liste noire de l'ONU, se contentant de lui poser des questions, notamment sur ses opinions personnelles au sujet de l'Etat d'Israël.

«Au lieu de m'aider, ils m'ont interrogé», a souligné M. Abdelrazik.

Au bureau de M. Obhrai, on a indiqué jeudi que le député ne pouvait pas commenter le dossier puisqu'il était actuellement à l'extérieur du pays.

«Le gouvernement canadien a oublié sa responsabilité d'aider tout citoyen canadien qui se trouve en difficulté à l'étranger», a déploré M. Abdelrazik.

C'est également l'avis du néo-démocrate Paul Dewar, qui souhaite désormais que ceux qui ont été impliqués dans l'affaire soient tenus responsables de leurs actes.

«On a besoin de savoir pourquoi les gouvernements successifs et notre agence d'espionnage ont agi de la sorte. Pourquoi, selon M. Abdelrazik, cette agence ne le considérait pas comme un citoyen canadien?», a-t-il demandé.

Le chef libéral Michael Ignatieff a pour sa part accusé les conservateurs d'avoir fait de la discrimination à l'égard de M. Abdelrazik, bien que ce soient les libéraux qui étaient au gouvernement lorsqu'il a été arrêté.

«Ce que je n'aime pas, c'est que nous avons un gouvernement qui fait le choix, qui fait le triage, entre les Canadiens qu'il protège à l'extérieur et les Canadiens qu'il ne protège pas», a soutenu le leader de l'opposition.

Après toutes ces années, sans jamais avoir été accusé formellement de quoi que se soit, M. Abdelrazik ne comprend toujours pas ce qu'il a pu faire pour attirer l'attention du SCRS.

«Moi, je ne sais pas. Je ne sais vraiment pas. Maintenant, s'ils ont des preuves de quelque chose, je suis prêt à faire face à des accusations», a-t-il noté.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.